

Socialisme ou barbarie

(Projet de plateforme internationale soumis par le bureau international du CoReP, version IV)

Les amendements du bureau d'août 2016 sont surlignés de jaune, ceux de janvier 2017 sont surlignés de vert.

I. Le capitalisme a fait son temps, le socialisme est nécessaire

1. L'humanité est en mesure d'envisager un nouveau stade de civilisation, sur la base de l'association libre des producteurs, grâce au développement des forces productives permis par les modes de production basés sur le travail contraint et exploité. Le capitalisme est, du point de vue historique, l'antichambre du socialisme. C'est un mode de production dans lequel les forces productives sont du capital, le rapport de production est la relation capitaliste d'exploitation, le produit est une marchandise, le surproduit est de la plus-value, le travail du travail salarié. La force de travail est vendue par la classe exploitée, qui est dépourvue de moyens de production, à la classe exploiteuse qui en tire plus de valeur grâce à la différence entre la valeur des marchandises créées et la valeur des moyens mis en œuvre, à savoir : la valeur des moyens de production utilisés (matières premières, machines, outils, locaux, etc.) et la valeur de la force de travail qui leur a été appliqué. Le mode de production capitaliste tend à se reproduire à une échelle élargie (accumulation du capital, augmentation numérique de la classe ouvrière, mondialisation), crée l'industrie et bouleverse en permanence les techniques de production (augmentation de la composition technique, gain de productivité, élargissement des besoins, baisse de la valeur unitaire des produits). Un des moyens est l'utilisation de la science et de la technique à une échelle inconnue dans l'histoire, deux résultats importants sont l'économie du temps de travail et la mise en relation de toutes les communautés humaines autrefois séparées par la distance et les obstacles géographiques. Ainsi, le capitalisme jette les bases d'un mode de production supérieur, le socialisme-communisme. Le capitalisme mondial est polarisé entre deux classes qui ne sont elles-mêmes pas homogènes : la bourgeoisie ou classe capitaliste (propriétaires des entreprises, dirigeants des entreprises, hauts fonctionnaires chargés de l'administration générale du capitalisme) et la classe ouvrière ou prolétariat (ouvriers, employés, techniciens... de l'industrie manufacturière, du transport, de l'extraction, de l'agriculture, du commerce, de la finance, qu'ils soient déclarés ou qu'ils soient « au noir », chômeurs). Mais il comporte d'autres classes et couches sociales : jeunesse en cours de formation, petite bourgeoisie traditionnelle de travailleurs qui conservent leurs moyens de production (agriculteurs indépendants, artisans, petits commerçants, professions libérales), fonctionnaires (salariés civils de l'État, des collectivités territoriales...), cadres (salariés intermédiaires entre les capitalistes ou leur État et les salariés exécutants), corps de répression (militaires professionnels, police nationale, police locale, services secrets), lumpen (déclassés qui ont été rejetés durablement de la production et vivent de trafics, de la charité ou des allocations sociales). Le chômage et la misère poussent les déclassés dans l'économie marginale et certains à devenir des voleurs ou des trafiquants (à leur compte ou en tant qu'exécutants du

capitalisme illégal, des mafias). Certaines couches sont naturellement proches de la bourgeoisie (cadres supérieurs, avocats d'affaires, étudiants issus de familles riches, mercenaires...) et toutes ces classes sont, en général, dominées par la bourgeoisie. Néanmoins, elles s'opposent parfois à la bourgeoisie et peuvent même s'allier au prolétariat.

2. Les formations sociales dominées par les précédents modes de production, aux forces productives limitées, visaient à faire produire aux travailleurs exploités des valeurs d'usage. Par conséquent, les crises de ces sociétés étaient des crises de sous-production engendrées par une guerre, une épidémie, l'épuisement des ressources... Le but des exploités, dans les sociétés capitalistes, est l'accroissement de la valeur, qu'ils perçoivent comme du profit s'ajoutant à la récupération de leur mise en capital. Dès son apparition, le capitalisme se caractérise par des crises d'un nouveau type : elles apparaissent comme des crises de surproduction de marchandises qui s'expliquent par la suraccumulation de capital, par le rapport insuffisant entre la plus-value sociale et le capital social. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la reproduction et à l'accumulation du capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer pour son propre but et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production. La lutte du capital contre le travail et la lutte des capitalistes entre eux font augmenter, dans le capital avancé, la part consacrée aux moyens de production (capital constant / travail mort) par rapport celle consacrée à la main-d'œuvre (capital variable / travail vivant). Cela engendre une hausse de la composition organique du capital et une tendance à la baisse du taux de profit qui se manifeste périodiquement par des interruptions de la reproduction élargie du capital, par des crises économiques. Les crises économiques permettent à l'accumulation du capital de reprendre. En effet, le taux de profit est relevé d'une part par l'augmentation de l'exploitation facilitée par le chômage et d'autre part par la dévalorisation et la destruction de capital sous toutes ses formes. Les crises sont des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu.
3. Une conséquence décisive de l'auto-valorisation du capital, de la course effrénée au profit est qu'il n'y a pas d'autre limite au capital que ses propres contradictions. Le mode de production capitaliste généralise la marchandise, ce qui invalide toute tentative de limiter la marchandisation en conservant le capitalisme. Le mode de production capitaliste tend à s'étendre à toutes les activités humaines et à toute la surface du globe. Il en découle que toute tentative de préserver le capitalisme en prétendant l'enfermer dans la nation, même plus vaste que les cités et États d'origine, est aussi vaine que réactionnaire. Le capitalisme est apparu en Europe au 15^e siècle et il a gagné le monde entier depuis la fin du 19^e siècle. Il prédomine au début du 21^e siècle dans toutes les sociétés, même s'il subsiste d'anciens rapports sociaux, qu'il influence, détermine et modifie (travail domestique, servage, esclavage...). Bien qu'il surgisse des esquisses de futurs rapports sociaux (coopératives de production, coopératives de distribution, mutuelles, « services publics », « sécurité sociale », gratuité initiale d'Internet...), le capitalisme les soumet, les déforme et les refoule. L'extension du capitalisme ne se fait pas de manière homogène : le développement capitaliste est combiné, mais foncièrement inégal. Les premiers pays devenus capitalistes utilisent leur avance économique et militaire pour dominer le reste

du monde. Cependant, en dehors du berceau européen, un pays féodal parvient à préserver son indépendance et devient lui-même colonisateur (le Japon), une colonie conquiert son indépendance et devient à son tour conquérante (les États-Unis)... La hiérarchie des puissances capitalistes se modifie au fil du temps. Mais la plus grande partie des nations du monde reste exploitée et opprimée par une poignée de pays. Il y a toute une gamme de situations, qui vont de la puissance hégémonique à la colonie minuscule (comme les îles Malouines) en passant par les puissances impérialistes secondaires, les petits pays impérialistes, les pays dominés qui sont néanmoins des puissances régionales, les pays dominés qui jouissent d'une rente pétrolière et gazière, les pays peuplés mais dépourvus d'industrie significative, les micro-États... Les guerres mondiales sont des conflits généralisés qui voient s'affronter les puissances capitalistes pour modifier la répartition du monde à leur avantage. La 1^{re} Guerre mondiale a sanctionné le passage de l'hégémonie de la Grande-Bretagne aux États-Unis, la 2^e a marqué l'échec du Japon et de l'Allemagne à assurer leur domination en Asie et en Europe pour défier les EU.

4. Quand le capitalisme a atteint ses limites géographiques, quand il a engendré des grands groupes capitalistes de plus en plus liés à leur État, quand les conflits militaires pour repartager le monde atteignent une dimension mondiale, quand le capitalisme a commencé à détruire la nature, il est entré en déclin historique. Son rôle progressiste s'estompe et ses traits réactionnaires l'emportent. Cette mutation historique s'est opérée à l'aube du 20^e siècle. La décadence du capitalisme n'empêche pas des phases d'accumulation (qui sont un trait de tout le capitalisme), mais les crises économiques sont plus graves. La décadence du capitalisme n'empêche pas tout développement des forces productives (l'industrialisation de certains pays « émergents », l'incorporation de nouveaux progrès scientifiques et techniques, l'apparition de nouveaux produits, la croissance numérique du prolétariat mondial...). Néanmoins, le capitalisme manifeste une tendance grandissante à sécréter des forces destructrices. Le capital freine certains progrès techniques, oriente la recherche scientifique vers les armements, l'espionnage et la finance. L'anéantissement de forces productives prend un tour menaçant pour l'humanité : crises capitalistes, guerres incessantes, gaspillage (publicité, biens de luxe, armements...), dégradation irréversible de l'environnement, mise à l'écart définitive de la production d'une partie significative de la population, parasitisme...
5. Le déclin historique n'interrompt pas l'internationalisation de l'économie. Néanmoins, il n'y a pas de bourgeoisie mondiale unifiée. Les organisations interétatiques à vocation mondiale (SdN-ONU, BRI, FMI, BM, OMC...) ou régionales (dont l'exemple le plus avancé est l'Union européenne) sont aux mains des bourgeoisies les plus puissantes et elles se révèlent incapables de surmonter les frontières nationales. Par exemple, face à la crise économique mondiale de 2008-2009, chaque État national important a agi pour son capitalisme, pour ses groupes de la finance et de l'automobile. Les rivalités inter-impérialistes et le commun intérêt des bourgeoisies impérialistes à soumettre le reste du monde entraînent des guerres incessantes. La bourgeoisie, même si elle a mondialisé les marchés, même si le grand capital est devenu transnational, ne peut pas dépasser l'horizon national car elle est fracturée structurellement par les États qu'elle a constitués pour exploiter et concurrencer. L'Union européenne est ainsi entrée en crise car les bourgeoisies européennes sont incapables de s'unifier. Par conséquent, elle n'a pas d'armée propre permettant de tenir en échec la Russie, de rivaliser avec la Chine, de s'affranchir des

États-Unis. Les États-Unis restent les seuls capables de tenter d'imposer leur ordre dans tous les continents, même si le succès n'est plus garanti depuis la révolution cubaine et l'échec de leur guerre au Vietnam. En outre, l'impérialisme dominant n'est plus capable d'entraîner les autres puissances impérialistes. L'Allemagne et la France ont refusé d'envahir une deuxième fois l'Irak en 2003. En 2015, elles ont tout fait pour éviter l'affrontement militaire avec la Russie en Ukraine. La Russie s'efforce de maintenir une zone d'influence en contrant militairement l'OTAN et l'UE en Géorgie, en Moldavie, en Ukraine... La Chine se fait plus agressive en mer de Chine. Pour s'affirmer, la Russie et la Chine tendent à s'appuyer l'une sur l'autre. Elles ont défié les États-Unis et les pays d'Europe occidentale avec succès en Syrie en 2013. La Russie est intervenue directement en Syrie en 2015. Cependant, l'alliance sino-russe est parfois fragilisée par les initiatives unilatérales du partenaire le plus dynamique, la Chine (Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, investissements et projet d'autoroute de la soie au Kazakhstan...).

6. Un trait marquant de parasitisme et de pourrissement du capitalisme est sa financiarisation croissante. Les crises économiques débutent souvent sous la forme de l'éclatement de bulles spéculatives, ce qui fait croire à certains économistes bourgeois que les crises ne sont dues qu'à la finance. La financiarisation ne se borne pas à la sphère de la finance et à ses acteurs spécialisés : banques, assurances, sociétés de crédit, sociétés d'investissement, bourses, agences de notation... Elle concerne tout le grand capital. La formation de groupes capitalistes donne un caractère financier aussi au capital de la production et du commerce : création de sociétés par actions (capital fictif échangeable sur le marché financier), emprunts sous forme d'obligations (autre forme de capital fictif cessible sur le même marché), achat et vente de filiales par les sociétés-mères, protection contre divers risques par la demande de « produits dérivés » auprès des banques, création de banques au sein des groupes, spéculation sur le prix des matières premières et le cours des devises, etc. En ce sens, tous les grands groupes sont devenus financiers en même temps que transnationaux. Il se révèle donc de plus en plus utopique de prétendre séparer « l'économie réelle » de la finance, comme le prétendent les rebouteux fascistes ou keynésiens. Un autre trait de décadence du capitalisme est l'entrelacement entre les grands groupes transnationaux, les services secrets et les mafias.
7. Après les destructions de la 2^e Guerre mondiale, le capitalisme a connu une croissance inattendue, qui a poussé les réformistes et les révisionnistes du marxisme à bricoler des explications qui attribuaient à l'État bourgeois la capacité d'éviter la crise capitaliste : keynésianisme (travailleurs, sociaux-démocrates), capitalisme monopoliste d'État (stalinien), économie permanente d'armements (cliffistes), néo-capitalisme (pablistes)... Mais, dès les années 1960, le taux de profit baissait de nouveau. La crise de 1973-1974 a mis fin aux « 30 glorieuses » ou « Golden Age ». Les États-Unis ont sabordé en 1971 le système monétaire international de parités fixes autour du dollar étasunien (lui-même gagé sur l'or) décidé à la conférence internationale de Bretton-Woods en 1944, ce qui a déclenché l'inflation et la spéculation sur les devises. Après la crise mondiale de 1973-1974, la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale contre sa classe ouvrière (au nom du marché) et contre les États ouvriers (au nom de la démocratie), les reculs de la classe ouvrière des pays impérialistes (en particulier la défaite des mineurs de Grande-Bretagne en 1985, laissée isolée par le Parti travailliste et la confédération

TUC), les modifications du management (toyotisme, flux tendus, utilisation de l'informatique pour renforcer l'exploitation...), la restauration du capitalisme dans la majorité des pays à propriété collective et à économie planifiée (à partir de l'unification capitaliste de l'Allemagne en 1989), ont ouvert une nouvelle période d'accumulation mondiale. Les révisionnistes ont alors découvert que le capitalisme était devenu « néo-libéral » (comme si une idéologie pouvait rendre compte des transformations du mode de production et comme si le capitalisme pouvait se dispenser de l'État bourgeois), « mondialisé » et « financiarisé » (comme si c'était nouveau et comme si c'était réversible).

8. Sans parler des incessantes crises capitalistes nationales et régionales, le retour de la crise mondiale en 2008 a montré aux travailleurs que le capitalisme était bien incapable d'assurer la prospérité et même une croissance continue. Les partis ouvriers bourgeois et les bureaucraties syndicales accompagnent désormais les attaques de leur bourgeoisie, en acceptant de négocier des licenciements, des baisses de salaire ou en constituant des gouvernements bourgeois, seuls (Portugal...) ou le plus souvent avec des partis bourgeois (Grèce, Allemagne, France, Brésil...). La crise de 2008-2009 a aussi prouvé que le libéralisme proclamé des gouvernements n'était qu'une mystification, une couverture idéologique de l'offensive politique menée contre les acquis sociaux (droit de grève, droit du travail, protection sociale, services publics, etc.). En un éclair, Bush fils, Merkel, Aso, Sarkozy, Brown, Medvedev, Berlusconi... tournèrent le dos au « néo-libéralisme » : les États nationaux, les gouvernements et les banques centrales intervinrent massivement par tous les moyens à leur disposition pour sauver leurs groupes de la finance et de l'industrie. L'État bourgeois a donc limité la destruction de capital. Même la Chine, moins touchée que les États-Unis, le Japon et l'Europe par la « Grande récession », a recouru comme eux aux recettes keynésiennes (baisse du taux directeur, déficit public...) qui ont préparé les soubresauts suivants : crise de la dette publique au sud de l'Europe et dans une moindre mesure aux États-Unis, bulle immobilière chinoise, bulle boursière américaine, crise boursière chinoise. Le prolétariat a fait les frais de la crise mondiale de 2008-2009 avec les licenciements massifs et l'augmentation de l'armée de réserve du capital. La chômage de masse et les trahisons des bureaucraties syndicales (ainsi que des partis « réformistes » comme Syriza en Grèce, le PS en France, le PT au Brésil, le PCP et le PS au Chili, etc.) ont permis à la bourgeoisie de sauver le capitalisme et de renforcer l'exploitation. Il en résulte l'accroissement des inégalités. Même en Chine où les salaires ont nettement augmenté depuis une décennie, les inégalités se sont accrues. La paupérisation absolue frappe certaines classes ouvrières comme Grèce, en Argentine, aux États-Unis. L'insuffisante destruction du capital, à cause de l'intervention de l'État bourgeois, confère un caractère fragile à la reprise mondiale qui a débuté fin 2009. Malgré la phase d'accumulation mondiale, certains pays (Russie, Argentine, Brésil, Turquie...) sont entrés en crise. La faiblesse de la croissance mondiale nourrit des tendances protectionnistes dans les fractions des bourgeoisies nationales victimes de la concurrence internationale. Les rivalités inter-impérialistes en sont intensifiées. Les partis bourgeois traditionnels entrent en crise politique sous la pression de nouveaux partis xénophobes, voire fascistes. Tous tentent de faire retomber la responsabilité du chômage de masse et de la paupérisation de larges couches du prolétariat sur l'étranger (ouvriers immigrés, pays rivaux...).

9. Il ne faut pas confondre la définition des impérialismes (les caractéristiques des pays dominants)

avec celle de l'impérialisme (les traits de la période de déclin du mode de production capitaliste). Par exemple, la Russie faisait partie en 1917 des pays impérialistes, malgré son arriération économique et son importation unilatérale de capitaux, car elle était dotée de groupes capitalistes (des « monopoles ») et colonisait de fait à l'intérieur de ses frontières (une « prison des peuples »). À plus forte raison, la Chine contemporaine, qui retient par la force des peuples entiers à l'ouest (Tibétains et Ouïghours), dont certains groupes ont pris place dans les oligopoles mondiaux, qui exporte du capital (y compris en prenant le contrôle d'entreprises étrangères), est aujourd'hui impérialiste. La raison est qu'elle n'était pas durant la seconde moitié du 20^e siècle, un pays capitaliste dominé, mais un État ouvrier, aussi dégénéré fût-il. La révolution, quoiqu'incomplète, a unifié le pays et lui a permis d'échapper à la domination impérialiste. Après la restauration du capitalisme décidée par la bureaucratie stalino-maoïste en 1992, la Chine a pu rejoindre en quelques décennies le groupe des puissances impérialistes, grâce à sa taille (tant géographique que démographique) et au développement préalable des forces productives dans le cadre de la planification (infrastructures, industrie, agriculture, éducation, santé...). Par exemple, son niveau technique initial et la taille du pays ont facilité l'accès aux techniques les plus avancées par l'exigence de transferts de savoirs et de co-entreprises industrielles.

10. Quoique devenue une puissance impérialiste, la Chine n'est pas en mesure, pas plus que le Japon, l'Allemagne, la Russie ou la France, de prétendre remplacer les États-Unis malgré leur affaiblissement, manifesté par la fin du système monétaire international de Bretton-Woods (1971-1973) et la défaite au Vietnam (1975). L'affaiblissement américain nourrit les appétits de ses rivaux et l'instabilité mondiale, comme en témoignent l'éclatement de l'Ukraine, la guerre ainsi que la course aux armements en Asie de l'Est et les escarmouches en Mer de Chine, sans que les conditions d'une nouvelle guerre mondiale soient, pour l'instant, réunies. Ce délai doit être saisi par le prolétariat mondial pour débarrasser l'humanité du vieux mode de production.
11. Les conditions objectives du passage du capitalisme à la construction du socialisme-communisme à l'échelle mondiale sont depuis longtemps réunies. La science et la technique, malgré les freins et les déformations, progressent. La part de l'industrie s'est amoindrie dans les centres impérialistes. Mais, d'une part, certaines activités classées comme des « services » constituent une production capitaliste bien réelle ; d'autre part, les activités de l'extraction, de la fabrication, de la construction, du transport... ont crû et se sont diversifiées à l'échelle mondiale. L'agriculture, de plus en plus capitaliste, touchée par une stagnation de certains rendements agricoles et par l'épuisement de nombreuses ressources halieutiques, pourrait nourrir facilement l'humanité si elle était débarrassée du mode de production capitaliste. peut nourrir facilement l'humanité. La classe ouvrière n'a aucunement disparu dans les vieux pays impérialistes et elle s'est considérablement développée en Amérique latine, en Afrique et surtout en Asie. Par sa place dans les rapports de production, elle a la capacité de transformer les rapports de production et de libérer les forces productives qui étouffent dans le cadre de la propriété privée, du profit et de la nation. Le développement des sciences, des techniques et des moyens de production permet d'envisager une société satisfaisant les besoins de la population mondiale, débarrassée de la propriété privée, de l'exploitation, des frontières nationales, respectueuse de l'environnement, dont l'économie sera placée sous le contrôle des

producteurs associés.

II. La bourgeoisie n'est plus progressiste, la classe ouvrière devient la seule classe révolutionnaire

12. L'émergence du capitalisme s'est faite dans la violence à grande échelle envers le reste du monde : parfois par le génocide, toujours par le pillage et l'exploitation forcée. La colonisation de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, l'esclavagisme moderne fournisseurs de matières premières pour le marché capitaliste mondial, se sont accompagnés de la montée du racisme. La bourgeoisie jouait cependant un rôle relativement progressiste du 15^e au 19^e siècle, en renversant les anciennes classes dominantes, en minant et en disloquant les modes de production antérieurs. Elle s'opposait aux monarchies, à l'inégalité des droits, à la religion d'État, elle faisait confiance à la raison et aux sciences. Le patriotisme, de progressiste qu'il était dans la période ascendante du capitalisme, alors qu'il dressait le peuple derrière la bourgeoisie nationale contre la réaction étrangère (révolutions néerlandaise du 17^e siècle, américaine et française du 18^e), devient totalement réactionnaire dans les pays dominants au 20^e siècle. Le patriotisme d'aujourd'hui, n'y est rien d'autre que du racisme et de la xénophobie (« politique migratoire », apartheid, génocide...), y compris dans les pays les plus démocratiques (France, Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis, Japon...). Au cours du 20^e siècle, la bourgeoisie a abandonné le combat progressiste qu'elle menait contre la religion et a régressé dans l'obscurantisme (créationnisme, superstitions, technophobie, décroissance...). En outre, elle a financé et armé les pires groupes réactionnaires religieux. Les conséquences sont catastrophiques : pressions contre les enseignants, attaques de minorité religieuses, esclavage des femmes, agressions et exécutions d'homosexuels, intimidations et assassinats d'artistes, lapidations, mise en cause du droit à l'avortement, amputations des délinquants issus des classes populaires... Cela n'exclut pas que des conquêtes démocratiques puissent être préservées ou arrachées, mais la bourgeoisie contemporaine n'en est plus le vecteur, ce sont plutôt des concessions qu'elle accorde sous la pression de la classe ouvrière, des femmes, des minorités nationales, des homosexuels...
13. La lutte pour défendre et élargir la démocratie retombe sur le prolétariat. Mais la lutte pour les libertés démocratiques qui lui sont nécessaires pour mener son combat de classe, n'est pas séparée de ses revendications propres, tant élémentaires que transitoires (c'est-à-dire qui mettent en cause le capitalisme). Le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante peut être utile quand la bourgeoisie refuse les libertés démocratiques au peuple (colonisation, fascisme, **junte militaire prolongée**), mais il doit être rejeté là où les libertés démocratiques sont obtenues et les gouvernants sont élus (comme en Argentine en 2001, alors que tous les partis ouvriers argentins, y compris le PO et le PTS, l'avancèrent) et il doit être abandonné dès que la bourgeoisie accorde l'Assemblée constituante pour étouffer la révolution qui a débuté (comme en Tunisie et en Égypte en 2011). Dans ces cas, la lutte pour la démocratie passe par le désarmement des corps de répression et l'établissement de conseils **de travailleurs (salariés, autres travailleurs des campagnes et des villes, chômeurs, travailleurs en formation, conscrits...)**, bases de l'État **ouvrier**. Au 21^e siècle, la démocratie n'est concevable que sous la forme de la démocratie ouvrière (dictature du prolétariat).
14. Les communistes internationalistes défendent les droits nationaux des minorités nationales qui

sont opprimées. Le prolétariat des nations oppressives doit lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États ; autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination. Par exemple, les Kurdes ont le droit fondamental de constituer leur État. Pour unifier les classes ouvrières turque, irakienne, syrienne et iranienne, les travailleurs de ces pays doivent reconnaître le droit des Kurdes à se séparer et à s'unifier. De même, les Palestiniens sont en droit de se battre contre la colonisation sioniste de leur territoire. Le nationalisme juif a transformé une petite minorité des Juifs du monde en oppresseurs. L'État israélien est bâti sur l'expulsion par le terrorisme de la population palestinienne de sa terre par la fraction nationaliste de la bourgeoisie juive. Le mouvement sioniste, qui ne s'était pas opposé frontalement au fascisme et au racisme d'Hitler, est devenue hégémonique après la 2^e Guerre mondiale à cause de l'extermination des Juifs d'Europe par l'impérialisme allemand. La bureaucratie de l'URSS a approuvé la fondation d'Israël en 1948. L'impérialisme américain, qui avait refusé d'ouvrir ses frontières aux réfugiés juifs, a appuyé le projet sioniste et soutient toujours Israël. Israël converge souvent avec l'impérialisme américain mais poursuit ses propres buts : il s'est doté de l'arme atomique avec la complicité de l'impérialisme français, il poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie et il massacre les Palestiniens jusque dans les camps de réfugiés où ils sont parqués par les pays voisins et, périodiquement, à Gaza (2006, 2008-2009, 2012, 2014). Il est scandaleux qu'au nom du trotskysme, la « 4^e Internationale » pabliste, le CIO grantiste, l'UCI hardyste... aient adopté la solution de l'ONU : la perspective de deux États en Palestine qui ratifie la colonisation sioniste. Les directions nationalistes panarabes ou islamistes des Palestiniens ont misé sur les bourgeoisies de la région, qui ont toujours sacrifié la cause palestinienne, quand elles n'ont pas massacré elles-mêmes la résistance palestinienne (la monarchie jordanienne en 1970, la dictature syrienne en 1976). Le Fatah-OLP a capitulé devant Israël en 1989 sous la pression de la bureaucratie de l'URSS. Le prolétariat palestinien doit prendre la tête de la lutte contre la colonisation et pour l'indépendance nationale de la Palestine et l'arracher des mains de la bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit Fatah devenu le chien de garde de la bourgeoisie israélienne ou Hamas islamiste réduit à une pression sur l'État sioniste. Le prolétariat israélien ne peut exister comme classe et mener une lutte contre sa bourgeoisie qu'en reconnaissant les droits démocratiques et nationaux des Arabes palestiniens, dont le premier est le droit au retour. Il ne peut rompre avec sa bourgeoisie que s'il a la perspective d'y gagner, en participant à la dictature du prolétariat. Les mots d'ordre de tout le prolétariat sont donc : libération de tous les combattants arabes, unité de la Palestine, égalité de tous les Palestiniens (juifs et arabes, hommes et femmes), séparation de l'État et des religions, droit des travailleurs hébreux dans ces conditions de vivre en Palestine, gouvernement des travailleurs, expropriation des groupes capitalistes. L'État colonial surarmé et ses bantoustans (Gaza, Cisjordanie) doivent laisser place à une Palestine socialiste (c'est-à-dire dirigée par les travailleurs), qui ne pourra naître que dans le cadre d'une révolution permanente de la région et ne survivre que dans le cadre d'une fédération socialiste (c'est-à-dire en transition vers le socialisme) d'Asie de l'Ouest ou de la Méditerranée.

15. En effet, les communistes internationalistes ne prônent pas la multiplication de minuscules États voués à la domination par les puissances impérialistes. Le mode de production socialiste-communiste supprimera d'ailleurs les frontières. La reconnaissance des droits nationaux est

aussi un moyen de contrer les courants nationalistes petits-bourgeois ou bourgeois qui mystifient les ouvriers et cherchent à pactiser avec une puissance impérialiste. Là où il n'y a plus d'oppression nationale, comme en Ecosse et en Catalogne, les communistes se prononcent contre la séparation, sans remettre en cause le droit à l'autodétermination. Le démantèlement en cours de l'Ukraine n'a rien de progressiste. Certes, il y a des questions nationales en Ukraine : la méfiance, nourrie par l'histoire, de la masse des Ukrainiens envers la Russie ; le sentiment d'être russe de la majorité de la population du Donbass et encore plus de celle de la Crimée ; la méfiance, nourrie par l'histoire, des Tatars envers la Russie. Mais le rattachement de la Crimée à la Russie par les services secrets et l'armée russe, la sécession d'une partie du Donbass avec le soutien de l'État russe, la guerre déclenchée par le gouvernement ukrainien avec l'aide des États-Unis et de bandes fascistes ne résultent pas de mouvements nationaux. La manipulation scandaleuse de sentiments nationaux par les puissances impérialistes aboutit à l'éclatement d'un petit pays, à la montée de la xénophobie, à l'étouffement de la lutte des classes, comme lors de l'éclatement de la Yougoslavie. Que l'impérialisme ne serve pas les droits des peuples est démontré par toute l'histoire. La puissance dominante laisse le régime islamiste « modéré » de Turquie massacrer les Kurdes ; les vieilles bourgeoisies allemande et française viennent de piétiner les élections en Grèce et d'écraser son peuple par leurs exigences ; la nouvelle bourgeoisie russe a conduit deux guerres pour maintenir de force la Tchétchénie dans son territoire. Aux dangereuses rivalités impérialistes, à l'émiettement aggravé du continent, les communistes opposent la nécessité des États-Unis socialistes d'Europe.

16. La classe ouvrière peut et doit rallier certaines classes intermédiaires pour prendre le pouvoir et l'exercer. Elle est la classe hégémonique de la révolution contemporaine car la jeunesse en formation, les classes petites-bourgeoises, le lumpen sont incapables de mener par eux-mêmes une révolution. Ils oscillent entre les deux classes fondamentales. Le lumpen sert parfois de réservoir à la contre-révolution et au fascisme : la plupart des agresseurs nazis d'immigrés viennent des déclassés et les fanatiques islamistes qui attaquent les Juifs et les artistes en Europe sont majoritairement d'anciens délinquants. Les déclassés, laissés à eux-mêmes, sans direction prolétarienne, ne sont capables que de destructions nihilistes et de pillages dont la violence fascine les bakouninistes et les gauchistes, mais qui n'ouvrent aucune perspective. Le prolétariat ne peut faire aucune confiance à la petite bourgeoisie citadine qui tente d'en faire une force d'appoint à ses projets démocratiques ou nationalistes bornés, quitte à l'abandonner à la répression bourgeoise locale ou impérialiste. Par contre les déclassés et les petits bourgeois peuvent être attirés par une politique volontaire et déterminée du prolétariat. En outre, depuis les années 1960, la classe ouvrière, grâce à la massification de l'enseignement secondaire et supérieur, peut attirer les étudiants et stimuler leurs luttes (Chine, Allemagne, France, Mexique, Italie, Tchécoslovaquie, Pologne, Turquie, Espagne...). Au début du 21^e siècle, le mouvement des lycéens au Chili, des étudiants en Grande-Bretagne, le mouvement des travailleurs dans le Wisconsin (États-Unis), la mobilisation à Istanbul (Turquie), les soulèvements populaires en Afrique (Tunisie en 2010, Égypte en 2011, Burkina Faso en 2014...), confirment le potentiel de partenariat entre le prolétariat et la jeunesse scolarisée. Un autre allié historique du prolétariat urbain et rural est la paysannerie pauvre. Elle joue actuellement un rôle en Chine, au Brésil, en Bolivie, au Zimbabwe, etc. mais y reste le plus souvent un jouet de la petite bourgeoisie urbaine ou même d'une fraction de la bourgeoisie qui la trahit. Même

quand les paysans mènent une lutte de spectaculaire contre l'armée bourgeoise, ils ne peuvent servir de substitut à la lutte nationale et internationale de la classe ouvrière, au contraire de ce qu'ont prétendu certains staliniens : Mao Zedong, Hô Chi-Minh ou Ernesto Guevara, suivis par les révisionnistes du trotskysme (pablistes, healystes...). Cette perspective est impraticable dans les centres du capitalisme mondial, là où il doit être abattu consciemment par la classe ouvrière. Au mieux, elle a abouti à des révolutions limitées dans des pays arriérés (Yougoslavie, Chine, Vietnam, Cuba...) car le prolétariat n'y a jamais exercé le pouvoir monopolisé par une bureaucratie usurpatrice, privilégiée et pour finir restaurationniste. D'ailleurs, la révolution chinoise n'aurait pu vaincre sans le voisinage et l'aide de l'URSS, la révolution cubaine n'aurait pu vaincre sans le soutien logistique du mouvement ouvrier urbain et sans la grève générale. Depuis un demi-siècle, l'expérience castriste (au Zaïre, en Bolivie, au Nicaragua, en Colombie...) et les échecs maoïstes (au Pérou, en Inde, au Népal, aux Philippines...) montrent que la guérilla rurale ou l'encercllement des villes par les campagnes est une impasse stratégique. D'ailleurs, la plupart des courants de guérilla se sont reconvertis en partis « réformistes », parfois en politiciens bourgeois.

17. Le front populaire, le front uni anti-impérialiste et tous les blocs de « la gauche » qui englobent une fraction des capitalistes (censée être démocratique ou anti-impérialiste) maintiennent ou restaurent l'hégémonie de la bourgeoisie tout entière sur les exploités et les semi-exploités. C'est encore plus vrai des bavardages sans perspective pratique du Forum social mondial lancé en 2001 par le PT du Brésil et l'Église catholique, avec le soutien de la bureaucratie cubaine et de la plupart des centristes (SUQI, TSI, L5I, CIO, LIT, UIT, MST, FTQI...). Une alliance ouvrière et paysanne, un bloc ouvrier et populaire n'est progressiste que sous l'hégémonie de la classe ouvrière, ce qui nécessite qu'elle ait son parti, révolutionnaire et internationaliste. La classe ouvrière, pour vaincre, doit rallier les autres travailleurs (intermédiaires, en formation), les arracher à la domination de la classe capitaliste, dont la taille est réduite. Elle doit paralyser les forces de répression. Ce n'est possible que si les conscrits, là où existe le service militaire, sont organisés comme travailleurs sous l'uniforme par le parti et le syndicat qui luttent pour leurs droits démocratiques contre l'état-major. Ce n'est possible que si le mouvement ouvrier met en garde contre l'appareil répressif de l'État (alors que les réformistes et les centristes disent qu'il faut lui faire confiance) et utilisent chaque occasion pour que les travailleurs et les étudiants en lutte se défendent contre lui. Les communistes ne peuvent donc en aucun cas considérer la police comme composée de travailleurs comme les autres (comme le prétendent tous les sociaux-démocrates, la plupart des staliniens et certains centristes), encore moins demander son renforcement (comme LO l'a fait). Les classes intermédiaires doivent sentir la volonté des travailleurs salariés de lutter jusqu'au bout contre la minorité capitaliste.
18. Il faut pour cela un programme, une stratégie, un parti. Le prolétariat, se défendant lui-même contre les capitalistes, prenant la tête de tous les exploités et opprimés, ne peut s'arrêter en chemin. Sous peine de défaite, voire de contre-révolution, il doit mener la lutte jusqu'à la révolution sociale (armement du prolétariat, destruction de l'État bourgeois, expropriation du grand capital, gouvernement ouvrier...). La dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs, doit étendre la révolution sous peine d'être entravée par l'isolement ou d'être écrasée immédiatement. En ce sens, la révolution prolétarienne est, au contraire des révolutions

bourgeoises antérieures, prolongée, radicale et internationale : elle est une « révolution en permanence ». La distinction du 19^e siècle entre « programme minimum » (pour renforcer le prolétariat au sein du capitalisme ascendant) et « programme maximum » (pour prendre le pouvoir quand il serait assez fort) est désormais caduque. La révolution prolétarienne qui commence dans un État ne peut inaugurer immédiatement le nouveau mode de production socialiste-communiste, surtout dans un pays dominé. Néanmoins, les communistes la nomment « révolution socialiste » parce qu'elle met fin au capitalisme dans une partie du monde par la destruction de l'État bourgeois et l'expropriation des expropriateurs, parce qu'elle ouvre ainsi la transition vers le mode de production socialiste-communiste, la société des producteurs libres et associés. Pour parvenir au socialisme-communisme, il faut étendre la révolution au monde entier, développer les forces productives, confier la gestion de l'économie aux producteurs, dégager du temps libre pour cela...

19. Même là où la révolution démocratique n'a pas eu lieu, la bourgeoisie «progressiste » ou « nationale » tend, aux moments décisifs, à préférer la soumission à l'impérialisme et l'alliance avec les prêtres et les exploiters archaïques au risque de révolution sociale que comporte inévitablement la mobilisation des classes exploitées de la société capitaliste. Le « front uni anti-impérialiste », bien qu'envisagé par l'Internationale communiste lors de son 1^{er} et 3^e congrès pour unir un prolétariat faible (dont le parti devait cependant rester indépendant) à la bourgeoisie nationale émergente est inapplicable, comme l'ont prouvé les expériences tragiques de la Turquie et de la Chine dès les années 1920. La stratégie de la 2^e Internationale de la révolution par étapes (une révolution démocratique ouvrant la voie au développement prolongé du capitalisme pour préparer les conditions objectives de la future révolution sociale) est dépassée à l'époque impérialiste, quand l'IC stalinisée la réactive puis l'étend aux démocraties bourgeoises sous forme du front populaire. Même dans les pays dominés, la stratégie de la révolution permanente est la seule qui peut assurer la victoire.

20. Les anciens bouleversements sociaux étaient menés par des classes qui étaient elles-mêmes exploiteuses. Pour la première fois, le prolétariat ouvre la voie d'une société sans classe. Alors que la bourgeoisie luttait pour se renforcer, la mission historique de la classe ouvrière est de se dissoudre au cours de la transition du capitalisme au socialisme-communisme. Pour les travailleurs salariés, qui sont la majorité, son renversement est nécessaire pour en finir avec l'exploitation, la précarité, la pauvreté, l'aliénation qu'ils subissent. Pour les femmes travailleuses, son renversement est nécessaire pour en finir avec la double journée de travail (salarié et domestique). Les préjugés raciaux, sexuels, s'atténuent au cours de la lutte révolutionnaire. Durant la dictature du prolétariat, lors de la construction du socialisme, quand les travailleurs occuperont tour à tour les postes de coordination, recevront tous une compensation correcte pour leur contribution individuelle à la production sociale, quand ce travail sera plus épanouissant, alors la discrimination des emplois et des revenus entre hommes et femmes, noirs et blancs, etc. s'évanouira. Le socialisme-communisme mondial assurera la sécurité matérielle, la fin de la division du travail, le libre développement de tous, des relations riches avec les autres humains. Pour la première fois, les êtres humains contrôleront consciemment leurs conditions d'existence, alors que dans le capitalisme leurs propres produits devenaient leurs maîtres. Le nouveau mode de de production, dans sa première phase,

distribuera encore de manière inégale les richesses entre les producteurs associés en tenant compte de leur contribution ; mais, dans sa seconde phase, quand les forces productives se seront encore développées au point de l'abondance matérielle, chacune et chacun recevra selon ses besoins.

21. Jusqu'au tournant impérialiste, il était encore possible d'envisager que la révolution prolétarienne commençât pacifiquement, grâce à la conjonction de la croissance du salariat et de la faiblesse de l'appareil de l'État bourgeois aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, aux États-Unis... Même dans ces pays, il était probable que la minorité capitaliste se révolterait contre le pouvoir de la majorité et qu'il faudrait au pouvoir des travailleurs l'écraser. De toute façon, depuis un siècle, les pays capitalistes les plus démocratiques ont vu leur État se renforcer spectaculairement, en particulier son appareil technocratique civil (hauts fonctionnaires, hauts magistrats...) et répressif (justice pénale, prisons, police, armée, services secrets...). Cela invalide toutes les dangereuses illusions parlementaristes et pacifistes que répandent les sociaux-démocrates, les staliniens et les centristes (en particulier ceux du CIO, de la TMI et de la QI-EITP lambertiste). La révolution passe nécessairement par le démantèlement et par la destruction de l'État bourgeois, ce qui réclame une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise : l'armement du peuple et l'émergence de conseils, à la fois organes de front unique ouvrier et d'alliance de classes, organes de double pouvoir défiant l'État bourgeois et d'administration de l'État ouvrier, pour la marche au socialisme-communisme (commune de Paris, soviets, arbeiter und soldatenräte, munkás tanács, assembleas populares, cordones, shoras...). La nécessaire auto-organisation des masses doit être constamment mise en avant dans la propagande, l'agitation, la pratique du parti ouvrier révolutionnaire.
22. Face au danger de révolution prolétarienne, réel ou imaginaire, des fractions de la bourgeoisie ont misé dès le 19^e siècle sur des chefs militaires (bonapartisme) qui lui enlèvent momentanément le contrôle effectif de son propre État. En outre, au début du 20^e siècle, la révolution socialiste mondiale ayant commencé en Russie, les bourgeoisies n'hésitent pas à renchérir dans l'abdication et la réaction en recourant à des bandes contre-révolutionnaires extra-étatiques conduites par des aventuriers (fascisme). Le fascisme est la mobilisation des déclassés et des petits-bourgeois fanatisés contre le mouvement ouvrier, la démocratie, la culture de l'humanité et les minorités ethniques ou religieuses. Il ne prétend sérieusement au pouvoir, toujours avec l'aide de l'appareil répressif de l'État, que lorsqu'une fraction de la bourgeoisie mise sur lui, soit parce qu'elle n'a pas les moyens de la démocratie, soit qu'elle estime que les élections, le parlementarisme, le réformisme, les fronts populaires ont épuisé leur utilité. Le fascisme ne doit pas être confondu avec des partis bourgeois xénophobes qui partagent avec lui le chauvinisme et le racisme, tout en restant sur le terrain de la démocratie bourgeoise (LdN, UKIP, FN, Tea Party...). Certaines fractions de la bourgeoisie transforment depuis la fin du 20^e siècle les principales religions (judaïsme, christianisme, islam, bouddhisme, hindouisme...) en fondamentalisme religieux, c'est-à-dire en courants politiques réactionnaires, voire fascistes. L'islamisme a d'abord été d'abord utilisé comme force d'appoint par l'impérialisme (Arabie saoudite, Indonésie, Iran, Afghanistan...), mais il a échappé au contrôle de ses promoteurs impérialistes en Iran (République islamique), en Afghanistan (Talibans), en Irak et en Syrie (État islamique-Daech), en Palestine (Hamas), au Nigeria et au Cameroun (Boko

Haram)... Le totalitarisme et la barbarie s'approfondissent à chaque nouvelle vague islamiste. Le succès contre-révolutionnaire de l'islamisme ne tient pas qu'à la propagande et aux subventions par les monarchies islamistes du Golfe jamais mises en cause par l'impérialisme américain, français ou britannique. Il s'explique aussi par le rôle qu'a joué la religion dans la résistance populaire au colonialisme, à la transformation par le stalinisme des partis communistes régionaux en appendices de la bourgeoisie nationale, à l'échec antérieur du nationalisme bourgeois panarabe (nassérisme, Baas, FLN, OLP, Jamahiriya...) et aux concessions cléricales des despotes en fin de course (Moubarak, Khadafi, Ben Ali, Bouteflika...).

23. Face au fascisme qui menace toutes les conquêtes du prolétariat, qui vise toutes les organisations ouvrières, les travailleurs doivent unir leurs forces, réaliser un front unique de leurs organisations pour écraser les nervis de la réaction. Ils ne rejettent aucune aide pour combattre le danger fasciste, mais ils ne peuvent appeler au secours des fractions « démocratiques » ou « républicaines » de la bourgeoisie qui les paralysent sans les protéger, ni l'appareil d'État dont une partie renseigne, protège, entraîne et arme les troupes de choc fascistes. L'indifférence au danger fasciste et la division des rangs ouvriers aboutissent à sa victoire, comme en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933 ; de même, le front populaire prépare la défaite par la désorientation, la division, la démoralisation des ouvriers et des paysans pauvres, comme en Espagne en 1937 et au Chili en 1973. Pour vaincre le fascisme, il faut organiser la milice ouvrière, la défense des grèves, des manifestations, des locaux, des quartiers populaires, mobiliser les exploités et les opprimés, ce qui conduit forcément à la mise en cause de la propriété privée. Pour extirper définitivement le fascisme, il faut en finir avec le capitalisme.
24. En cas de conflit entre un pays dominé (y compris avec à sa tête un régime bonapartiste ou fasciste) et une ou des puissances impérialistes (y compris les plus démocratiques) ou en cas d'offensive d'une fraction pro-impérialiste de la bourgeoisie locale contre une fraction nationaliste (Venezuela) ou un parti réformiste (Chili en 1973, Brésil en 2015), le prolétariat n'est pas neutre. Mais il conserve son indépendance, rappelle aux masses les limites étroites des velléités anti-impérialisme des bourgeoisies des pays dominés, l'avertit de leur capitulation inévitable et il leur dispute la direction au sein des opprimés. Porter des coups réels à l'impérialisme mondial, passe par le renversement de sa propre bourgeoisie. En aucun cas, les communistes n'en appellent, sous des prétextes humanitaires, à l'intervention impérialiste, fût-elle menée sous le couvert de l'ONU (comme la QI pabliste le fait systématiquement depuis l'éclatement de la Yougoslavie).
25. Alors que dans les centres capitalistes, le fascisme est agressivement impérialiste, dans les pays dominés, le bonapartisme et le fascisme sont obligés de prendre une coloration anti-impérialiste pour trouver une base de masse. Même dans les cas où des nationalistes bourgeois bavardent sur le « socialisme », le prolétariat doit conserver son indépendance. Autrement dit, l'adhésion des « trotskystes » morénistes argentins au mouvement justicialiste du colonel Perón, la soumission des « trotskystes » lambertistes au MNA algérien, la participation des « trotskystes » pablistes au gouvernement algérien de Ben Bella, le soutien des « trotskystes » healystes au régime du colonel libyen Khadafi et au régime irakien de Hussein, l'engagement des « trotskysés » grantistes sud-africains dans l'ANC, le ralliement des « trotskystes »

pablistes et lambertistes mexicains au PRD, l'activité des « trotskystes » grantistes grecs dans le PASOK, la fondation par les « trotskystes » cliffistes et grantistes du SSP indépendantiste écossais, le militantisme des « trotskystes » cliffistes au MDC zimbabwéen, l'adhésion des « trotskystes » grantistes vénézuéliens au Mouvement bolivarien du colonel Chavez, ne valent pas mieux que le ralliement des staliniens au régime du colonel égyptien Nasser ou aux régimes du Baas en Syrie et en Irak. À plus forte raison, tout appui à la contre-révolution cléricale est criminel, comme celui des staliniens, des barnistes et des healystes aux ayatollahs iraniens, des lambertistes au FIS algérien, des staliniens et des pablistes au Hezbollah libanais, des cliffistes aux Frères musulmans égyptiens...

III. La lutte entre les classes est le véritable moteur de l'histoire, le prolétariat ne peut mener la sienne que par l'organisation

26. Même si les partis bourgeois ont une base populaire, voire contrôlent des syndicats de salariés (Argentine, États-Unis, etc.), ils ne sont jamais identifiables à des partis créés par la classe ouvrière, fussent-ils à programme « réformiste » (c'est-à-dire bourgeois), contrairement à la confusion entretenue fréquemment par les « trotskystes » morénistes, lambertistes, grantistes... Les blocs avec des représentants de la bourgeoisie et les partis ouvriers bourgeois se présentent souvent sous l'étiquette confuse de « *la gauche* ». Du point de vue de la classe ouvrière, on ne peut définir « *la gauche* » et « *la droite* » ; néanmoins, ce mythe créé par la bourgeoisie a une fonction idéologique et politique : l'opposition entre « *la gauche* » et « *la droite* » cache la lutte entre les classes et vise à soumettre politiquement les travailleurs à des politiciens et des partis bourgeois. Par conséquent, les marxistes ne recourent aux termes « gauche », « droite », « centre » que de manière descriptive : soit pour indiquer une évolution, un progrès ou une régression ; soit pour distinguer des tendances, des fractions au sein d'une même organisation, les ailes d'un mouvement de classe. Les agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (travailleurs, sociale-démocratie dégénérée, stalinisme, syndicalisme réformiste) et leurs adjoints centristes ont fait de la fausse contradiction entre « *la gauche* » et « *la droite* » un de leurs thèmes de prédilection. Aux États-Unis, les sociaux-démocrates (DSA) construisent le parti bourgeois « de gauche », le Parti démocrate ; le principal débris du stalinisme (CPUSA) appelle à voter pour les candidats du PD à tous les niveaux ; à l'élection présidentielle de 2016, les pseudo-trotskystes de Socialist Alternative (affiliée au CIO) soutiennent un autre candidat de « *la gauche* », celui du Green Party. En Argentine, des organisations qui se réclament de Lénine et de Trotsky (IS, PO et PTS) ont même appelé leur bloc électoral de 2011 « Frente de Izquierda », le même nom que le petit front populaire français constitué en 2009 en France par le PCF avec des scissions du PS ou du NPA et des débris bourgeois. Comme cette polarisation est versatile et impotente, elle est déclinée mondialement dans des variantes tout aussi empiriques et décevantes : « *l'extrême-droite* », « *la droite de la droite* », « *la droite dure* », « *la droite républicaine* », « *le centre* », « *la vieille gauche* », « *la nouvelle gauche* », « *l'extrême-gauche* », « *la gauche libérale* », « *la gauche dure* », « *la gauche molle* », « *la gauche radicale* », « *la gauche de gouvernement* », « *la gauche extra-parlementaire* », « *la gauche de la gauche* »... Le NPA, le SEP, la SL... utilisent un terme involontairement comique : « *la fausse gauche* ». Distinguer « *la vraie gauche* » de « *la fausse gauche* », c'est comme chercher les vrais astrologues et les vrais cartomanciens. La Ligue des communistes affirme dès 1848 que la clé de l'histoire est la lutte des classes, la lutte entre les classes.

27. Le mythe de la polarisation entre « *la gauche* » et « *la droite* » se double de l'opposition, tout aussi fallacieuse, entre « *l'étatisme* » et « *le libéralisme* ». La période de décadence du capitalisme a conduit au renforcement de l'État, en particulier depuis la 1^{re} Guerre mondiale : hypertrophie de l'appareil répressif, immixtion dans le rapport d'exploitation et dans la concurrence entre capitaux. Presque tous les États garantissent une monnaie nationale (ou interétatique, dans le cas de l'euro et des francs CFA), tous les États gèrent partiellement la production et la reproduction de la force de travail (formation, santé, transport, politique

familiale, urbanisme...), tous construisent des infrastructures non rentables pour un capital donné mais indispensables à la production de marchandises et à l'expansion du capital (routes, aéroports, ports, métros, trains...), toutes les puissances mondiale et régionales financent le militarisme, aucun État ne renonce totalement à des pratiques protectionnistes, très nombreux sont ceux qui mettent sur pied des accords économiques régionaux, la plupart des États sont considérablement endettés, tous tentent de défendre leurs grands groupes capitalistes par tous les moyens... L'économiste bourgeois et réactionnaire Lord Keynes a livré la justification rétrospective la plus achevée de l'accroissement du rôle économique de l'État. Depuis la 2^e Guerre mondiale, la plupart des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ont adopté le keynésianisme qui s'accommode de la collaboration de classes dans le cadre de la nation. Toutes font passer l'État bourgeois pour bienveillant et progressiste alors que les conquêtes démocratiques et sociales sont un sous-produit fragile de la lutte menée par la classe ouvrière à l'échelle mondiale et locale. Pour cela, les sociaux-patriotes (et leurs adjoints centristes) désignent comme adversaires non le mode de production capitaliste et l'État bourgeois, mais les organismes de coopération entre États (UE, FMI, OMC...) et une idéologie (le « libéralisme » économique). Au lieu de dénoncer les ententes des puissances impérialistes contre les pays dominés et les traités militaires contre la révolution mondiale, ils font diversion en ciblant les accords économiques régionaux (comme l'UE) ou les traités de libre-échange. Au mieux, cela prend la forme d'exutoires comme le Forum social mondial ; au pire, cela s'incarne dans des campagnes xénophobes (direction de l'AFL-CIO contre les camionneurs mexicains, PdG français contre les plombiers polonais...) et des politiques gouvernementales contre les travailleurs étrangers (tous les partis ouvriers bourgeois en mènent quand ils sont au pouvoir). Certes, les communistes ne croient pas aux boniments des économistes néo-classiques, des politiciens libéraux et libre-échangistes. **La classe ouvrière n'a pas à choisir entre libéralisme et keynésianisme, entre protectionnisme et libre-échange, tout aussi illusoires. L'avant-garde communiste combat** vigoureusement la division des travailleurs par le nationalisme et l'illusion réactionnaire du « capitalisme dans un seul pays ». Elle est depuis toujours hostile au protectionnisme et à l'étatisme dont les fascistes sont l'aile la plus résolue et la plus extrême. La guerre économique entre puissances impérialistes, qu'elle se dissimule sous le masque libéral ou qu'elle apparaisse ouvertement avec le protectionnisme et le financement public des entreprises, débouche tôt ou tard sur la guerre tout court, souvent envers les pays dominés, parfois entre grandes puissances impérialistes. L'État national est une survivance qui freine le développement des forces productives ; la révolution socialiste-communiste y mettra fin. L'union des travailleurs de tous les pays est nécessaire pour la mener.

28. Le rapport capitaliste implique d'un côté le capital, de l'autre le travail salarié. Les deux classes fondamentales sont, dans les sociétés dominées par le mode de production capitaliste, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Mais leur position est par nature inégale. La bourgeoisie est exploiteuse, ce qui lui confère des privilèges en matière de satisfaction des besoins, de temps de loisir, d'accès à la culture (ce qui ne fait pas, loin s'en faut, de tous ses membres des gens savants et cultivés). Le capitalisme tend à se reproduire spontanément, de manière économique, par reproduction simple et élargie du capital (et de la force de travail). Sa supériorité était déjà établie économiquement et idéologiquement au sein des sociétés féodales en déclin ou des colonies quand elle a mené des révolutions démocratiques aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne,

aux États-Unis, en France, en Italie... Aujourd'hui, sa représentation politique et la gestion de ses intérêts collectifs ne passent que secondairement par les partis politiques, dont la diversité reflète les traditions, le fractionnement économique et la complexité des relations aux classes subalternes et aux classes capitalistes du reste du monde. Les principaux outils de domination politique et sociale de la classe capitaliste sont l'État et l'idéologie. Au pôle opposé de la société, les travailleurs salariés constituent une classe exploitée, mais aussi dominée. D'abord, l'aliénation, le fétichisme et la réification découlent des spécificités du mode de production capitaliste (le besoin de monnaie, la satisfaction des besoins par les marchandises, l'égalité apparente des échangeurs sur le « marché du travail », le salaire comme « prix du travail », l'absence du contrôle sur la production et sur les produits...). Ensuite, les travailleurs souffrent de manque de temps libre (puisque c'est leur surtravail qui assure la plus-value), de problèmes de santé (fatigue, tension psychologique, usure physique, maladies professionnelles, accidents du travail et des trajets), de la précarité (la nécessité de vendre sa force de travail pour vivre, le chômage). Pour la majorité des travailleurs, au temps de travail et de transport, s'ajoute du travail domestique qui assure gratuitement la reproduction de la force de travail (comme parents et surtout comme femmes). Des fractions subissent des discriminations comme femme (métiers dépréciés, salaire inférieur, harcèlement sexuel...), jeune, étranger, minorité ethnique, minorité religieuse, homosexuel(le), etc. qui, outre l'oppression supplémentaire qui pèse sur les individus concernés, peuvent diviser et affaiblir la classe. Enfin, il faut compter avec l'action délibérée de la classe capitaliste : d'un côté, la politique de l'immigration, la coercition sur le lieu de travail (par le petit patron ou l'encadrement hiérarchique du moyen et du grand capital), l'intimidation et la répression par l'appareil répressif de l'État, par les bandes fascistes ; de l'autre, l'inculcation de l'idéologie dominante par les médias (télévision, presse, réseaux sociaux...), les prêtres, la famille patriarcale, le système scolaire, l'armée de conscription... L'idéologie dominante revêt différents contenus, parfois contradictoires : nationalisme, religion, parlementarisme (dont la fausse opposition entre « gauche » et « droite »), étatisme, libéralisme, compétition individuelle...

29. Les combats collectifs, la coopération au travail, la communauté d'existence sur le lieu de travail ou le domicile, les loisirs partagés, les humiliations subies, le spectacle du luxe de l'autre pôle de la société génèrent des contre-tendances : solidarité entre travailleurs, révolte contre l'ordre existant, haine de classe... Au contraire de la classe dominante, les travailleurs salariés et leurs familles ne sont rien sans les organisations qu'ils édifient pour assurer leur solidarité, développer leur culture, résister au patron et à l'État bourgeois. Le mouvement ouvrier ne se réduit pas aux syndicats, contrairement à ce que prétendent les anarchistes et les nationalistes bourgeois : il regroupe les mutuelles, les coopératives, les associations à vocation culturelle ou sportive, les syndicats de salariés, les partis d'origine ouvrière et, lors des poussées révolutionnaires, les milices et les conseils... Pour que le prolétariat puisse accomplir ses tâches historiques, alors qu'il est une classe dominée et exploitée, il doit disposer de son parti, distinct de tous les autres partis, comme l'a montré en pratique dès 1838 le chartisme en Grande-Bretagne et comme l'a affirmé clairement la résolution de 1872 de l'AIT (1^{re} Internationale). Le parti est la forme la plus consciente de l'auto-organisation des exploités. Sans parti révolutionnaire expérimenté et reconnu intervenant en leur sein, les autres types d'organisation (syndicats, conseils) sont affaiblis et souvent impotents. Les communistes constituent le courant

du mouvement ouvrier qui exprime consciemment à tout moment les intérêts généraux des travailleurs, qui défend le programme de la révolution et de l'internationalisme.

IV. La révolution prolétarienne est mondiale, le parti du prolétariat est international

30. À la différence des partis politiques de la bourgeoisie qui restent nationaux, même quand ils se prétendent le contraire (démocratie chrétienne, panarabisme, islamisme...), le parti ouvrier a une vocation mondiale, même si les travailleurs ne sont pas tous internationalistes, ni partisans d'un parti opposé à tous les partis bourgeois. L'internationalisme prolétarien découle de la situation objective du prolétariat (des millions de salariés migrent, des travailleurs de multiples nationalités sont exploités par chaque grand groupe capitaliste, les travailleurs en lutte se heurtent à l'État bourgeois national) et de ses tâches (les luttes revendicatives sont freinées par les divisions nationales, il est impossible de construire le socialisme-communisme à l'échelle nationale). La situation d'un pays ne peut pas être comprise indépendamment de l'analyse de la situation mondiale. Les communistes défendent le droit pour les travailleurs et les étudiants de circuler librement dans le monde entier et de vivre dans le pays de leur choix, contrairement aux bureaucraties ouvrières et aux centristes (grantistes, lambertistes, robertsonistes, hardystes...). À l'époque du capitalisme ascendant, les grands dirigeants révolutionnaires ont toujours travaillé dans une optique internationale, dans un cadre tantôt informel (correspondances internationales innombrables, rencontres internationales multiples), tantôt formel (CCC, LdC, AIT pour Marx et Engels ; IO pour Engels après la mort de Marx). **Le rôle prédominant de Marx dans l'AIT s'explique par ses talents, mais aussi par la construction antérieure, après la dissolution de la LdC, d'une fraction communiste internationale.** À l'époque impérialiste, leurs successeurs ont toujours été membres d'une organisation internationale : IO (2^e Internationale) pour Lénine, Luxemburg et Trotsky (Lénine et Luxemburg participant même au Bureau socialiste international de l'IO) ; mouvement de Zimmerwald et IC (3^e Internationale) pour Lénine et Trotsky ; OGI-IC et QI (4^e Internationale) pour Trotsky.

31. La Ligue des communistes fondée en 1847 est internationale et ouvertement révolutionnaire, mais de petite taille. L'Association internationale des travailleurs fondée en 1864 (dite 1^{re} Internationale) est un front de tout le mouvement ouvrier où le communisme montre sa supériorité et qui a un écho de masse en Europe. L'Internationale ouvrière fondée en 1889 (dite 2^e Internationale) fournit un cadre international, sous hégémonie marxiste, aux partis socialistes d'Europe, d'Amérique, d'Asie. L'Internationale s'appuie sur les succès du SPD allemand (500 000 électeurs dès 1877, 2 millions en 1898) et sur son rayonnement théorique, auquel contribuent Engels puis Kautsky. En s'appuyant sur l'IO, les travailleurs ont, au sein de la société capitaliste, créé des partis qui les représentent au parlement, des syndicats de masse qui les défendent sur le lieu d'exploitation, des publications qui les informent et les instruisent (quotidiens, revues...) et des associations de toutes sortes (culturelles, sportives, féminines...). L'IO est le centre de gravité du mouvement ouvrier international. Le POSDR russe se constitue d'emblée comme section de l'Internationale, pour construire un parti inspiré du SPD mais adapté au despotisme tsariste. Son aile révolutionnaire (bolchevik) se sépare définitivement de son aile opportuniste (menchevik) en 1912. Dès que la SDKP polonaise apparaît, elle se bat pour pouvoir participer à l'Internationale qui comprend déjà un parti plus important en Pologne, le PSP. Le PS-SFIO est issu de la fusion de tous les groupes socialistes français sous l'impulsion de

l'Internationale. Le Parti travailliste (LP) britannique demande son affiliation et y est admis malgré son programme bourgeois parce qu'il est créé par les syndicats pour s'opposer **lors des élections** au Parti libéral. Ne se tiennent à l'écart qu'une poignée de partis ouvriers (la SDB anarchiste des Pays-Bas, l'ALP raciste d'Australie...) ; les syndicats anarchistes (les IWW nord-américains et australien, la CGT française, la CNT espagnole...) qui se méfient de l'électoratisme ; les syndicats corporatistes (dont l'AFL américaine) ; les syndicats cléricaux (comme la GCG allemande, la CSC-ACV belge, la CISCL italienne). Si l'IO est ouvertement marxiste, certaines sections y sont réticentes ou hostiles (PS-SFIO, PSR de Russie, PSP de Pologne...). Mais cette période de progrès continus du mouvement ouvrier a aussi son revers, la conquête souterraine de ses directions par la bourgeoisie impérialiste. Peu à peu, les appareils des organisations de masse des pays impérialistes (constitués de permanents, de journalistes, d'élus...), s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière, se transforment en bureaucraties influencées par leur bourgeoisie et liées à leur État. Ce phénomène se réfracte par des débats politiques au sein de l'Internationale : autour du « révisionnisme » réformiste et pacifiste de Bernstein (1897), de la participation du « socialiste » français Millerand à un gouvernement bourgeois (1900), de la question coloniale (1900), de la menace de la guerre (1905, 1907, 1910, 1912). À cette occasion, s'esquisse la division du mouvement ouvrier en trois courants distincts : l'aile opportuniste et chauvine, l'aile révolutionnaire et internationaliste, un centre intermédiaire qui essaie de concilier les deux.

32. Avec le déclenchement de la 1^{re} Guerre mondiale en 1914, la 2^e Internationale fait faillite. Le mouvement ouvrier scissionne de manière irréversible car les principaux partis ouvriers (SPD, SDAP, PS-SFIO, LP, POB...) et les directions des principaux syndicats se rallient à leur propre bourgeoisie pour envoyer les travailleurs masculins des villes et des campagnes s'exterminer mutuellement. La classe ouvrière et les autres travailleurs en paient chèrement le prix sur le front et à l'arrière. Avec la guerre, les bureaucraties ne respectent plus la démocratie ouvrière qu'elles toléraient jusque-là. Elles s'appuient sans vergogne sur l'État, les médias bourgeois, les tribunaux militaires, la censure, pour calomnier et bâillonner leurs opposants dans le mouvement ouvrier : les individus, fractions et organisations qui restent fidèles à l'internationalisme, à la révolution sociale, au prolétariat. Face à la catastrophe, le premier point d'appui de la classe ouvrière européenne et mondiale est qu'une poignée de petits partis ouvriers, formés dans le cadre de l'internationalisme prolétarien et de l'Internationale ouvrière, s'opposent dès août 1914 à l'union sacrée (y compris dans des pays belligérants : Serbie, Russie, Pologne, Irlande...). Le second est qu'un de ces partis, le mieux implanté, le POSDR bolchevik, va prendre la tête, à partir de septembre 1914, de la lutte pour une nouvelle internationale et de nouveaux partis, délimités des sociaux-chauvins et des centristes. La fin de la guerre voit l'aile opportuniste consacrer la scission du mouvement ouvrier international : lors de la révolution permanente qu'engendre la guerre, les opportunistes vont s'employer à sauver leur bourgeoisie, quitte à participer à la contre-révolution avec l'état-major de l'armée (gouvernement PKD-PSR-PM et « journées de juillet » 1917 en Russie, gouvernement SPD-USPD et écrasement de la « révolution spartakiste » prématurée de janvier 1919 en Allemagne...).

33. Cependant, la révolution est victorieuse en Russie et donne le pouvoir aux soviets grâce à

l'insurrection d'Octobre 1917, déclenchée après que le Parti bolchevik a conquis la majorité dans les soviets. L'impulsion révolutionnaire est considérable dans le monde entier, y compris dans les colonies et les semi-colonies peu touchées par l'ancienne Internationale ouvrière. La révolution russe, hongroise et allemande met fin à la guerre. La perspective d'une nouvelle internationale se concrétise avec le congrès de fondation de l'Internationale communiste (3^e Internationale) en 1919. L'IC amalgame, aux internationalistes de l'ancienne internationale marxiste, le meilleur de l'anarcho-syndicalisme, de l'anticolonialisme et du féminisme. Elle vise à construire des partis ouvriers révolutionnaires dans tous les pays, au prix de tâtonnements et d'erreurs de la direction des sections et de l'internationale elle-même : Lénine croit en 1917 que le passage au socialisme-communisme sera rapide ; la direction du SB-KPD, malgré les avertissements de Luxemburg, décide en 1919 d'une insurrection prématurée sans avoir conquis la majorité de la classe ouvrière allemande ; Lénine et la direction du Parti communiste (bolchevik) décident l'invasion catastrophique de la Pologne en 1920 ; le Parti communiste d'Italie dirigé par Bordiga se méprend sur le fascisme qu'il considère comme une ruse démocratique de 1919 à 1921, le PCdI s'oppose au front unique ; Zinoviev et Radek font en 1920 des concessions inacceptables à l'islamisme au congrès des peuples d'Orient, etc. Néanmoins, pour la première fois, des partis ouvriers luttent contre le colonialisme européen et japonais, contre l'oppression des Noirs aux États-Unis... Sous l'impulsion de Lénine et de Trotsky, l'Internationale communiste tient compte des échecs de la révolution prolétarienne en Europe causés par l'absence de parti communiste ou par son inexpérience, de la stabilisation temporaire du capitalisme, de la reconstruction d'une « 2^e Internationale » et de l'apparition d'une internationale centriste. Contre les gauchistes, la 3^e Internationale exige des partis communistes le travail patient dans les syndicats de masse, la participation aux élections bourgeoises, des tactiques de front unique en direction des directions réformistes pour les démasquer par l'action et pas seulement par la propagande. L'appellation « réformistes » ne veut pas dire que ces partis politiques petits-bourgeois et ces bureaucraties syndicales corrompues font effectivement des réformes, comme le prétend le courant lambertiste, mais que ces directions traditionnelles de la classe ouvrière trahissent en se camouflant derrière l'objectif de réformes limitées, compatibles avec le capitalisme et guère différentes de ce que peuvent accorder des partis bourgeois.

34. Mais, avant que de nouveaux partis de type bolchevik soient forgés, l'ancien se transforme en son contraire. L'isolement du pouvoir des soviets et les destructions opérées par la guerre inter-impérialiste, les interventions étrangères, la guerre civile, le bas niveau économique et culturel de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Caucase vident les soviets, conduisent au parti unique de fait, déforment l'État ouvrier, constituent une bureaucratie de l'État qui s'émancipe du contrôle du parti révolutionnaire. La défaite de l'Opposition de gauche du Parti communiste de l'URSS (1924) puis celle de l'Opposition unifiée (1927) sont le produit d'une contre-révolution politique qui, tout en préservant temporairement certains acquis économiques et sociaux d'Octobre (propriété collective des principaux moyens de production, monopole du commerce extérieur...), donne le pouvoir à la couche privilégiée des fonctionnaires de l'État ouvrier. Celle-ci contrôle désormais le parti qui devient sa couverture, invente l'idéologie antimarxiste du « socialisme dans un seul pays », collectivise brutalement l'agriculture (1929) et instaure dans l'État ouvrier dégénéré un régime totalitaire (1934) qu'il exerce au nom du

prolétariat. La plupart des anciens dirigeants bolcheviks sont calomniés, emprisonnés, torturés et assassinés.

V. La dégénérescence bureaucratique de l'URSS a créé une crise de direction du prolétariat mondial, la restauration du capitalisme en Russie et en Chine l'ont aggravée

35. Avec la contre-révolution politique des années 1920 en URSS, la bureaucratisation du mouvement ouvrier international atteint une dimension inédite. Aux bureaucraties travaillistes et sociales-démocrates s'ajoutent désormais les bureaucraties staliniennes, coiffées par celle de l'URSS à la tête d'un État. Les unes comme les autres sont des organes de la bourgeoisie mondiale au sein des organisations issues du combat de la classe ouvrière (syndicats, partis ouvriers, État ouvrier). La bureaucratie de l'URSS parvient à contenir la révolution à l'ouest de l'Europe et à l'écraser à l'est. Il ne lui reste plus, pour résister à la menace impérialiste américaine, persistante et multiforme, que la course aux armements qu'elle est vouée à perdre et qui épuise l'économie planifiée. Ainsi, après avoir réprimé la révolte ouvrière de 1953, elle enferme la population allemande par le mur de Berlin et de RDA. Le comportement de « l'Armée rouge » en Allemagne (1944-1946) ; l'écrasement des travailleurs et des jeunes allemands (1953), hongrois (1956), tchécoslovaques (1968), polonais (1971), chinois (1967-1969, 1989) par les régimes staliniens ; l'évacuation des villes (1975) et la mise en esclavage de la population du Cambodge par le PCK de Pol Pot (1975-1979) renforcent l'idéologie dominante, empêchent la prise du pouvoir par les travailleurs dans les pays où le capital a été exproprié et ainsi minent définitivement l'État ouvrier. La bureaucratie de l'État ouvrier dégénéré combat aussi la révolution prolétarienne dans le monde capitaliste car celle-ci conduirait à la révolution politique en URSS, **donc** à sa liquidation violente par les travailleurs de l'URSS.
36. Après avoir divisé le prolétariat allemand face à la menace fasciste avec la ligne gauchiste du « social-fascisme » qui aboutit à la défaite sans combat du prolétariat le plus puissant d'Europe (1933), le stalinisme détruit l'Internationale communiste comme organisation révolutionnaire. Ses sections sont subordonnées à la bourgeoisie, d'abord dans les pays dominés au nom du « front uni-anti-impérialiste », ensuite dans les pays impérialistes eux-mêmes au nom du « front populaire ». Le stalinisme joue un rôle décisif contre la révolution prolétarienne en Europe (1936), en Espagne (1936-1938), en Italie (1943-1945), en Grèce (1944-1945), en France (1944-1945), au Vietnam (en 1945)... Après la mort de Staline, le stalinisme continue à empêcher la révolution dans les pays capitalistes, sapant ainsi les États ouvriers : en 1968, le PCF sauve De Gaulle et la 5^e République contre le mouvement de la jeunesse et la grève générale ; en 1973, le PCCh aide le PS à bloquer la révolution chilienne, s'en remet à l'armée dirigée par Pinochet ; en 1973, le KKE condamne le soulèvement de la jeunesse contre la dictature des colonels, en 1989, il participe au gouvernement bourgeois grec dirigé par la ND ; en 1974-75, le PCP, face à la révolution des soldats et des ouvriers portugais, tente de la subordonner à la junte militaire ; en 1975, le PCE, comme le PSOE, empêche la révolution et soutient la mise en place de la monarchie franquiste ; depuis 1977, le PCIM gère loyalement le Bengale au sein de l'Inde ; en 1994, le SACP freine les masses noires et rentre au gouvernement bourgeois sud-africain dirigé par l'ANC ; en 2006, le PCUN-M arrête la guérilla népalaise aux portes de Katmandou et entre au gouvernement d'union nationale...

37. La seule force capable de sauver les acquis économiques et sociaux des États ouvriers dégénérés, d'ouvrir la voie du socialisme est la classe ouvrière. Quand elle se mobilise, la bureaucratie et surtout le parti unique se fracturent et des secteurs peuvent même rejoindre le prolétariat. Dans les années 1970 et 1980, faute de révolution sociale dans les pays avancés et de révolution politique dans les États ouvriers dégénérés, les travailleurs ne jouent plus de rôle propre et la bureaucratie stalinienne s'oriente vers la restauration du capitalisme. Les pablistes et les robertsonistes font toujours confiance à la bureaucratie ; les grantistes, les lambertistes et les morénistes avancent, comme les sociaux-démocrates, des mots d'ordre de démocratie bourgeoise (assemblée constituante, etc.) au lieu de ceux de la démocratie soviétique, ce qui renforce l'idéologie bourgeoise et les forces restaurationnistes (Églises, fractions de la bureaucratie...). Seule la LOR défend un programme de révolution politique en Pologne dans les années 1980. L'idéologie bourgeoise, faute d'alternative communiste internationaliste, est de plus en plus influente à cause de l'impasse du socialisme dans un seul pays, de l'inefficacité grandissante de la conduite par la bureaucratie de l'économie complexe, de l'absence de libertés démocratiques associée à tort au « socialisme ». Devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale, la bureaucratie décide dans plusieurs pays de tenter de muer en capitalistes grâce au pillage de la propriété collective et, à l'autre pôle, de faire de la force de travail une marchandise livrée au capital, national ou étranger. Si une fraction de la bureaucratie s'était opposée alors à la restauration et avait fait appel aux travailleurs, il eût fallu l'appuyer tout en construisant des organes de pouvoir des travailleurs (soviets) et un parti ouvrier révolutionnaire. Mais, en RDA et en URSS, il n'y eut rien de tel, même si la LCI-QL robertsoniste a tenté de persuader la Stasi de se conduire ainsi, puis a magnifié un minable coup d'État d'une fraction du KGB et de l'état-major, mené sans appel aux masses, sans volonté d'empêcher le retour du capitalisme et donc condamné à l'échec. La réunification capitaliste de l'Allemagne en 1989, l'éclatement de l'URSS en 1991, le rétablissement du capitalisme en Chine et en Russie en 1992, ont constitué des défaites historiques pour les prolétariats concernés, mais aussi pour tout le prolétariat mondial. De nouvelles bourgeoisies sont nées de la conjonction variable d'anciens bureaucrates ayant pillé la propriété collective, de mafieux enrichis, de capitalistes de la diaspora. Les groupes impérialistes ouest-européens se sont emparés des joyaux de l'industrie des petits pays est-européens. La bourgeoisie mondiale a accédé à de nouvelles ressources naturelles, a obtenu de nouveaux débouchés, a exploité une main-d'œuvre bien formée et souvent dépourvue de droits. Elle a triomphé idéologiquement et politiquement en pensant avoir repoussé le spectre du communisme. Les bourgeoisies occidentales ont tenté de soumettre plus étroitement les bourgeoisies des pays dominés qui avaient utilisé les États ouvriers pour desserrer l'étreinte impérialiste. **De nouvelles puissances impérialistes ont émergé.**

38. Les bureaucraties ouvrières n'ont pas disparu pour autant. Il est même apparu de nouveaux syndicats depuis la fin du 20^e siècle (aux États-Unis, en France, en Allemagne...) et de nouveaux partis ouvriers bourgeois : PT au Brésil (constitué lors d'une période de lutte de classe par les syndicats mais sous l'influence de l'Église catholique, rejoint par tous les centrismes), LP aux États-Unis (à partir de quelques syndicats et à l'aide de centristes, mort-né), PRC en Italie (scission stalinienne, rejointe par les centristes), SLP en Grande-Bretagne (à partir d'un syndicat, mort-né), DL en Allemagne (fusion d'une scission sociale-démocrate et des stalinien-

rejoint par la plupart des centristes), PdG en France (scission socialiste), Syriza en Grèce (fusion de staliniens et de centristes)... D'une part, aucun parti ouvrier révolutionnaire de masse n'a démasqué et affaibli le « réformisme » car la 4^e Internationale a disparu. D'autre part, la bourgeoisie accepte d'en payer le coût pour diviser et contenir la classe ouvrière. Se passer des syndicats domestiqués et des partis ouvriers bourgeois nécessite, pour la bourgeoisie, soit le contournement ou l'intégration des organisations ouvrières par le bonapartisme, soit leur destruction par le fascisme. Ces solutions sont elles-mêmes risquées.

39. Le stalinisme s'est effondré comme appareil international reposant sur des bureaucraties étatiques (russe et dans une moindre mesure chinoise et cubaine). Son héritage (étatisme, socialisme dans un seul pays, subordination à une fraction de la bourgeoisie, chauvinisme, violence physique dans le mouvement ouvrier, culte du chef...) pèse encore lourdement. Les débris du stalinisme poursuivent leur rôle contre-révolutionnaire au sein des syndicats et sous forme de partis... En Europe centrale et en Allemagne, le stalinisme reconverti a mis en place de nouveaux partis ouvriers bourgeois. Le plus souvent, rien ne différencie plus les anciens partis staliniens de la sociale-démocratie traditionnelle (née marxiste) qui, elle-même ne se différencie plus depuis un demi-siècle des partis travaillistes (jamais marxistes). La plupart des anciens partis staliniens ne se réclame plus du socialisme. Une exception est le KKE qui est retourné à l'adoration de Staline et reprend en Grèce sa politique sectaire qui a permis la victoire d'Hitler. Parfois, le stalinisme a engendré des partis bourgeois : libéral (au sens politique) comme le PD en Italie, nationaliste comme le KPRF en Russie, despotique comme le PCC en Chine... Comme le réformisme traditionnel, les staliniens défroqués participent à des gouvernements capitalistes avec des partis bourgeois (PCF en France en 1997, PRC en Italie en 2006, PCCh au Chili en 2014...). Les bureaucraties syndicales négocient les attaques contre l'emploi, les salaires, le temps de travail ou les retraites, sabotent les luttes en isolant la lutte dans un établissement, une entreprise, en appelant à des « journées d'action » symboliques avec le soutien des partis réformistes et des organisations centristes. Souvent les chefs syndicaux détournent le mécontentement contre l'étranger (l'OMC, la Commission européenne, les travailleurs immigrés...). Dans ces conditions, la classe ouvrière nourrit moins d'illusions à l'égard des réformistes de toute origine qu'au 20^e siècle, même si elle continue à voter pour eux et à adhérer aux syndicats. En l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, le réformisme renaît de ses cendres quand il a été éloigné un temps du pouvoir ou en utilisant de nouvelles étiquettes pour duper à nouveau les attentes de la classe ouvrière et de la jeunesse (Die Linke, Syriza...). La crise de direction n'est pas résolue.

40. Personne ne peut affirmer que la révolution mondiale l'aurait emporté si l'internationale bolchevik-léniniste (4^e Internationale), créée en 1938 pour résoudre la crise de direction engendrée par le passage à la contre-révolution de la 2^e et de la 3^e Internationales, y était parvenue, avait réussi à construire des partis de masse. Ce qui est certain est que sa destruction a pesé lourd dans la poursuite des trahisons de la sociale-démocratie et du stalinisme, dans la survie des bureaucraties parasitaires dans les États ouvriers, dans l'hégémonie du nationalisme bourgeois dans les pays dominés, dans la domination par les démocrates bourgeois et les clergés de la dernière vague de révoltés populaires en Europe de l'Est, dans la facilité de la restauration capitaliste. Le fil rouge de la continuité a été rompu.

41. En 1939, un minuscule groupe animé par Barta déserte la section française, le POI, et la 4^e Internationale sans aucune divergence politique. Au sein de la section américaine, le SWP, la première vague révisionniste et liquidatrice de Burnham et Shachtman, qui refuse en 1939-40 de défendre l'URSS et remet en cause sa nature d'État ouvrier, a été combattue théoriquement et politiquement par une fraction menée par Léon Trotsky et James Cannon. La 4^e Internationale est victime durant la guerre de la répression conjointe des démocraties impérialistes, des régimes fascistes et de la bureaucratie stalinienne. La guerre sépare les sections qui connaissent des déviations opportunistes (France, États-Unis...) ou sectaires (Grèce...). Mais elles sont encore limitées ou corrigées. Le Secrétariat international déplacé à New York et le Secrétariat européen constitué dans la clandestinité à Paris convergent malgré l'absence de relations. La conférence de 1946, orientée par la section américaine (SWP dirigé par Cannon) et par le nouveau secrétariat international (Pablo, Frank, Mandel...), s'efforce de maintenir le cap fixé par Trotsky. Cependant, le congrès de 1948 persiste à croire qu'il y a toujours une crise économique et que la situation reste révolutionnaire. Il écarte les avertissements de la majorité de la section britannique (RCP dirigé par Haston), appuyée par la délégation d'un groupe argentin (POR dirigé par Moreno). Le désarroi face au début d'une nouvelle période d'accumulation et à l'apparent triomphe du stalinisme qui renverse le capitalisme en Europe de l'Est et en Extrême-Orient le conduit à des déviations d'orientation plus graves. De 1948 à 1951, le SI, avec l'appui du SWP, capitule devant le stalinisme (d'abord version Tito, puis version Mao) et le nationalisme bourgeois en Amérique latine. Pour la direction, les processus objectifs accomplissent les tâches de la révolution, il suffit de faire pression sur ceux qui sont à la tête du mouvement pour qu'ils aillent le plus loin possible. Le programme est d'ailleurs révisé au congrès de 1951 pour revenir à deux stratégies révolues : la réforme de l'URSS dont est chargée une fraction de la bureaucratie, le front uni anti-impérialiste avec la bourgeoisie nationale.
42. Mais une organisation communiste ne se laisse pas détruire facilement. Il est alors possible de sauver la QI par une lutte acharnée en son sein menée par une fraction centralisée et déterminée. La majorité de la **section française (PCI)** dirigé par Bleibtreu) et celle de la section suisse (**MAS dirigé par Buchbinder**) contestent la capitulation devant le stalinisme dès 1951. Le PCI se fait exclure en 1952 par le SI, la majorité de la section américaine (sous l'impulsion de Cannon) et celle de la section britannique (Club dirigée alors par Healy) rompent avec le SI en 1953. Une fraction internationale est proclamée par **le Club, le MAS,** le PCI et le SWP en novembre 1953 : le Comité International de la 4^e Internationale, rejoint ultérieurement par la section chinoise en exil, le PCR, dirigé par Peng, et le POR argentin dirigé par Moreno. Mais le CIQI ne revient pas sur l'adoption du front unique anti-impérialiste qui restaure la stratégie de la révolution par étapes et ouvre la voie à tous les opportunistes envers les nationalistes des pays dominés ; il revendique explicitement le fédéralisme qui permet à chaque section qui en est membre de sombrer dans le même opportunisme que le SIQI pabliste. Ainsi, le POR s'adapte au nationalisme argentin, le Club au travaillisme britannique, le SWP à l'aile pro-impérialiste du stalinisme américain, le PCI au nationalisme algérien... Le CIQI est moribond. Il est achevé en 1963 par la scission du SWP (dirigé par Hansen) et du PO argentin (dirigé par Moreno). Le SWP et PO convergent dans le castrisme et le guérillérisme avec le SIQI (de Mandel et Maitan) : ils forment ensemble le SUQI.

43. Dans la deuxième moitié du 20^e siècle, les organisations qui apparaissent comme la continuité de la 4^e Internationale, surtout le SIQI/SUQI et dans une moindre mesure le CIQI, continuent à attirer des partis et des fractions d'autre origine politique : LCRJ / Japon en 1957, LRSH / Hongrie en 1961, Matzpen / Israël en 1962, Grupo Comunismo / Espagne et People's Democracy / Irlande en 1968, Socialist Club / Nouvelle Zélande en 1969, ETA-VI / Espagne en 1970... Néanmoins, la tendance à la liquidation inhérente au SUQI de Mandel-Hansen-Moreno engendre de multiples fractures autour de trois pôles : les JCR-LC-LCR-NPA / France qui s'alignent sur le stalinisme et toutes les modes de la petite bourgeoisie, le PRT-PST-MAS / Argentine qui s'aligne sur le nationalisme petit-bourgeois et bourgeois des pays dominés, le SWP / États-Unis qui s'aligne sur la bureaucratie cubaine et renie ouvertement Trotsky, etc. La paralysie du CIQI « orthodoxe » dès 1953 puis le départ du SWP et du SLATO en 1963 aboutissent à un éclatement d'opportunismes équivalents autour de la SLL-WRP healyste de Grande-Bretagne qui oscille entre l'adaptation au travaillisme et au nationalisme panarabe, de l'OCI-PCI-PT-POI lambertiste de France qui s'adapte à la sociale-démocratie européenne et au syndicalisme de guerre froide, de la SL robertsoniste des États-Unis qui s'adapte au stalinisme au moment où il s'effondre, du POR loriste de Bolivie qui s'adapte au nationalisme de son propre pays... La destruction politique de la 4^e Internationale donne une chance de survie à des scissions antérieures qui auraient été anecdotiques : VO-LO de Hardy en France qui conserve les défauts de la secte auto-dissoute de Barta tout en s'adaptant au stalinisme ; IS-SWP de Cliff en Grande-Bretagne qui a son origine dans le refus de défendre la révolution chinoise en pleine Guerre de Corée, mais s'adapte à tout ce qui mobilise la petite-bourgeoisie les décennies suivantes ; Militant de Grant en Grande-Bretagne qui s'adapte au travaillisme dans son pays et au nationalisme bourgeois des pays dominés...
44. Faute de 4^e Internationale, la vague révolutionnaire des années 1960-1970 profite à certains des usurpateurs du trotskysme : le SWP dirige le mouvement contre la guerre du Vietnam aux États-Unis, la LC présente avec succès Krivine à l'élection présidentielle de 1969 en France, la LCR et le WRP publient un quotidien respectivement en France et en Grande-Bretagne, l'OCI prend la tête du syndicat étudiant français UNEF, le PST attire 14 000 membres en Argentine, Militant contrôle les jeunesses du Parti travailliste et la mairie de Liverpool qui défie Thatcher, le SWP dirige le mouvement contre la guerre d'Irak en Grande-Bretagne... La montée révolutionnaire pousse aussi les révisionnistes à radicaliser leur langage et leurs références : dans les années 1970, la LC-LCR et l'OCI en France, la SLL et les IS-SWP en Grande-Bretagne, PO et le PST en Argentine... se disputent Lénine et Trotsky. Dans leur sillage, la SL choisit pour activité principale de polémiquer avec le centrisme, un milieu alors assez vaste et dynamique. Avec le reflux des années 1980-1990, les sectes se sclérosent : la LCI-QI robertsoniste abandonne son activité syndicale, la QI healyste-northiste nie tout caractère ouvrier aux organisations de masse de la classe ouvrière (syndicats, partis « réformistes »). Les principaux courants centristes se vautrent dans la confusion « écologiste », « antimondialiste » ou « indignée » (la QI pabliste, la TMI et le CIO grantistes, la TSI cliffiste...) voire devant la réaction islamiste (la QI lambertiste, la TSI cliffiste, LIT et FTCL morénistes...). La plupart des liquidateurs de la 4^e Internationale lancent des « partis larges » qui renient le bolchevisme et la révolution socialiste (QI lambertiste, CIO et TMI grantistes, Movimiento moréniste...) ou joignent des fronts populaires (comme le SWP avec Respect en Grande-Bretagne en 2004, LO

lors des élections municipales françaises de 2008...). Certains vont jusqu'à soutenir des candidats bourgeois (la LCR en France en 2002, SA aux États-Unis en 2008...). D'autres se prononcent contre la libre circulation des travailleurs (SL, SPEW...). Le régime de la plupart de ces organisations est autoritaire et stérilisant. Healy et Lambert recourent même à la calomnie et à la violence physique contre leurs opposants. L'absence de démocratie interne se paie par la purge castriste du SWP américain, les scandales et l'éclatement du WRP britannique, les scissions à répétition de LO et du POI français, du SWP britannique... Le drapeau de la 4^e Internationale est désormais plus que déchiré, plus que souillé.

VI. Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire, pour des partis qui préparent la révolution socialiste

45. Que les deux internationales de masse précédentes (IO, IC) aient succombé à une bureaucratie contre-révolutionnaire et que la QI qui devait construire une nouvelle internationale de masse ait échoué pour laisser la place à des centrismes et à des sectes ne signifie pas que les programmes de l'IC et de la QI soient dépassés et que leur tâche a été vaine. Le communisme est la tendance du mouvement réel du prolétariat mondial. La théorie et le programme communistes s'incarnent dans la persistance d'organisations communistes, leur collaboration internationale et leur intervention dans la lutte des classes.
46. Les principes essentiels de la Ligue des communistes (1847-1852) restent valables. : la lutte entre les classes sociales est déterminante, la classe ouvrière n'a pas de patrie, elle doit lutter pour les libertés démocratiques, à terme elle doit prendre le pouvoir. La classe ouvrière doit se doter de son propre programme et de son propre parti, elle ne peut faire aucune confiance aux partis bourgeois ni aux partis petits-bourgeois, elle doit présenter ses propres candidats aux élections et s'armer. Contrairement aux réformistes et aux centristes qui se justifient parfois avec des morceaux choisis du Manifeste publié en 1848, les communistes savent qu'il est précisé et corrigé à la lumière de l'expérience des révolutions de 1848 par l'Adresse de 1850. L'AIT (1864-1876) a affirmé la nécessité de l'internationalisme, des grèves et des syndicats, de la lutte contre l'esclavage et l'oppression nationale, de la lutte politique, de la destruction de l'appareil d'État, du pouvoir des travailleurs. Contrairement aux confusionnistes et opportunistes, les communistes internationalistes n'oublient pas les leçons de la lutte contre les arriérés proudhoniens ou les aventuristes bakouniniens, et surtout de l'expérience de la Commune de Paris (Adresse de 1871). L'IO (1889-1914) a montré que les élections devaient être utilisées, que des syndicats de masse pouvaient limiter l'exploitation, que des partis de masse pouvaient préparer la révolution, que la guerre devait être combattue et qu'il fallait écarter la participation des partis ouvriers aux gouvernements bourgeois. Les communistes revendiquent pour héritage non l'opportunisme (Jaurès, Bernstein, Van Kol...) qui semblait minoritaire dans l'IO, ni même le centre conciliateur qui couvrait en fait la pratique opportuniste des partis et des syndicats d'un voile orthodoxe (Bebel, Kautsky, Plekhanov...), mais l'aile internationaliste qui la combattait frontalement, en particulier la SDKP de Pologne et le POSDR bolchevik de Russie.
47. La Gauche du mouvement de Zimmerwald (1915-1919) a affirmé que le capitalisme était entré dans sa phase de déclin, l'impérialisme, ce qui mettait à l'ordre du jour la révolution socialiste ; que le repartage du monde entraînait des guerres entre les grandes puissances, que le seul moyen d'empêcher la guerre était la révolution socialiste mais que si le conflit militaire survenait malgré tout, le prolétariat devait l'utiliser pour prendre le pouvoir ; qu'il fallait une nouvelle internationale et des nouveaux partis, délimités des sociaux-impérialistes et des pacifistes. L'IC (1919-1922) a précisé en outre qu'il fallait détruire l'État bourgeois par une insurrection, prendre le pouvoir avec des conseils qui réalisent la démocratie pour les masses. Les partis de l'IC doivent unifier tous les communistes de leur pays et être disciplinés, être prêts à passer à la clandestinité, allier la classe ouvrière avec les autres couches exploitées, reconnaître les droits des minorités nationales et des peuples opprimés (en particulier des colonies), participer aux

élections dans la phase préparatoire de la révolution, travailler dans les organisations de masse de la classe ouvrière (en particulier les syndicats), proposer l'unité de combat contre la bourgeoisie aux autres organisations de masse de la classe ouvrière (front unique ouvrier). Les compléments apportés par les conférences de l'Opposition de gauche internationale (1930-1933) et par les trois premières conférences de la 4^e Internationale (1936-1940) restent valables : le problème essentiel de la révolution mondiale vient de la crise de direction de la classe ouvrière, l'Internationale communiste et ses partis étant définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois, les partis staliniens sont devenus les étoiles jumelles des partis sociaux-démocrates ; il faut généraliser la stratégie de la révolution permanente ; le front populaire, à savoir l'alliance avec la bourgeoisie, prépare le fascisme ; l'URSS restait un État ouvrier, malgré sa dégénérescence, qu'il fallait défendre contre l'impérialisme et contre son agent, la bureaucratie, en la renversant par une révolution politique ; les revendications démocratiques sérieuses restent valables, elles n'ont de sens, comme la participation aux élections, la grève générale et les revendications transitoires, que vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés. Le programme de la 4^e Internationale ne se borne pas au Programme de 1938, les communistes se fondent tout autant sur le Manifeste de 1940.

48. Aucun processus objectif, même le plus favorable, ne dispense de la construction consciente du parti mondial de la révolution. Depuis plus de 100 ans, il n'y plus de parti commun possible entre les internationalistes et les chauvins, ce qui invalide les tentatives des lambertistes de refaire la 1^e Internationale ou l'intention des néo-kautskystes (avoués comme le CPGb ou dissimulés comme le CIO et la TMI, la QI pabliste...) de refaire la 2^e Internationale. Les prétentions à construire un parti large avec les anarchistes, les sociaux-démocrates « antilibéraux », les staliniens défroqués ou les écologistes, ne sont que le camouflage du passage au réformisme et au social-patriotisme. La destruction de l'internationale bolchevik-léniniste voici plus de 50 ans, la disparition de centre mondial bolchevik-léniniste, la dégénérescence des sections qui avaient tenté de se défendre et de la défendre, le discrédit jeté depuis sur le « trotskysme » interdisent de « réunifier », « réorganiser », « reconstruire », « refonder », « régénérer » ou « recréer » la 4^e Internationale.
49. La crise de direction du mouvement ouvrier ne sera résolue que par la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, elle-même conditionnée par la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Avant tout, les communistes internationalistes restent fidèles à la stratégie de l'armement du peuple et de la création de formes soviétiques. La stratégie de l'unité de la classe ouvrière, celle de l'alliance avec les autres travailleurs et les futurs travailleurs se déclinent dans des tactiques pour conquérir la confiance des travailleurs d'avant-garde et détruire l'autorité sur les masses de la bourgeoisie, du réformisme et du centrisme : travail dans les syndicats de masse tels qu'ils sont, bataille pour l'indépendance de toutes les organisations ouvrières envers les classes dominantes et l'État bourgeois, front unique de toutes les organisations ouvrières de masse contre les attaques économiques et politiques de la bourgeoisie, entrisme (en défendant tout le programme), candidatures révolutionnaires quand c'est possible contre tous les partis bourgeois (à défaut, consigne de vote pour les candidats des partis réformistes de masse quand ils font face à des candidats des partis de la classe dominante). Ils défendent ce qui reste de l'économie collectivisée à Cuba et en Corée du Nord

contre l'impérialisme, tâche qui ne peut être confiée à la bureaucratie locale, à la famille Castro, à la dynastie Kim. Les communistes combattent tous les courants islamistes en Asie et en Afrique de manière nette et déterminée dans une perspective de révolution permanente : droit de grève, organisation indépendante des travailleurs, laïcité de l'État, interdiction de la polygamie, égalité des hommes et des femmes, mixité à l'école, liberté scientifique, artistique et culturelle, liberté sexuelle... De tels mots d'ordre valent aussi dans nombre d'autres pays, y compris les plus démocratiques, face aux bigots et aux fascistes. Des centaines de milliers de travailleurs et de militants cherchent chaque année à échapper à la misère, à l'oppression et à la répression qu'ils subissent dans leurs pays. Les communistes revendiquent inconditionnellement la liberté de circulation et d'installation pour les travailleurs et les étudiants et les mêmes droits pour tous les travailleurs d'un pays, prônent l'autodéfense contre les persécutions policières et les attaques racistes, etc. L'oppression des femmes n'a pas disparu, bien que l'égalité entre les sexes ait progressé à l'échelle mondiale grâce aux progrès de la contraception, à l'extension aux filles de l'éducation, le droit au divorce, à l'incorporation massive des femmes dans le prolétariat et au combat des femmes elles-mêmes. Les femmes sont particulièrement victimes des restaurations capitalistes et de la réaction islamiste. Les organisations communistes doivent mobiliser le potentiel révolutionnaire des femmes travailleuses, unir les rangs de la classe ouvrière, combattre les violences masculines, revendiquer l'égalité sur tous les plans, le droit à la contraception et à l'avortement, des garderies gratuites et de qualité, etc. Ils doivent assurer en leur sein les meilleures conditions pour recruter et former des cadres communistes parmi les femmes. La défense de l'environnement de l'humanité fait partie des revendications transitoires car elle exige le renversement du capitalisme, le développement de la science et de la technique au profit des plus pauvres, la planification rationnelle par les producteurs eux-mêmes.

50. Les communistes internationalistes misent sur les dizaines de milliers de militantes et de militants qui, dans le monde, veulent renverser la bourgeoisie, affronter ses bandes armées, retrouver la voie de la révolution d'Octobre. Sans des ruptures dans les organisations ouvrières traditionnelles, le nationalisme petit-bourgeois et le centrisme, il n'y aura pas de nouvelle internationale communiste ni de partis ouvriers révolutionnaires. La construction de ceux-ci ne sera pas un processus spontané, mais le résultat d'une lutte acharnée et prolongée du noyau communiste international dans la lutte des classes. Dans l'état actuel de confusion et de dispersion, il s'agit, avec patience, de rassembler, à l'échelle internationale et dans chaque pays, les éléments communistes internationalistes, qu'ils proviennent du prétendu « trotskysme », d'autres courants du mouvement ouvrier (y compris du stalinisme) ou du nationalisme des opprimés. Le fait que certaines organisations opportunistes se réclament encore du léninisme et du trotskysme les plonge dans des contradictions particulières et facilite le travail des bolcheviks pour démasquer, liquider le centrisme et y gagner des forces (organisations, fractions, individus) pour l'internationale ouvrière révolutionnaire. Les questions de tactique nationale (ce qu'il faut faire dans un syndicat, la consigne de vote s'il n'y a pas la possibilité de présenter une candidate révolutionnaire, etc.) ne peuvent être correctement abordées et résolues que sur la base d'un programme international. L'organisation internationale qui organise le combat pour l'internationale est centralisée et démocratique. Elle s'efforce, par le débat et par l'action, de séparer dans le mouvement ouvrier ce qui est

révolutionnaire de l'opportunisme et du sectarisme. Ses sections font de même dans chaque pays. Si c'est nécessaire, **le groupe communiste internationaliste local** entre dans un parti ouvrier de masse ou dans une organisation ouvrière qui évolue vers la révolution. Les communistes doivent faire leur maximum pour que l'ambiance de leurs organisations soit libre, que les travailleurs s'y forment et deviennent des intellectuels, que les intellectuels professionnels soient sous le contrôle de la base. De même, les communistes combattent dans tout le mouvement ouvrier pour la démocratie ouvrière, dont ils n'ont rien à redouter. Sur ces bases, les organisations communistes travaillent ensemble à la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire qui permettra la victoire définitive de la révolution socialiste, libérant l'humanité de l'exploitation, ouvrant la voie au socialisme-communisme, à une société d'abondance qui permettra l'épanouissement de tous.